

Enfants d'immigrés dans le système suisse de formation

Les difficultés en langues sont souvent le principal obstacle

Les migrants de deuxième génération ne sont pas manifestement désavantagés à l'école. Les facteurs socioculturels y sont déterminants. Par contre, après l'école obligatoire, une tendance à la discrimination s'observe lors du passage à la formation professionnelle.

Par Rolf Becker, directeur de la section de sociologie de la formation à l'Institut des sciences de l'éducation de l'Université de Berne.

— Alors que la Suisse fait partie depuis le XXe siècle des pays d'immigration typiques en Europe et qu'un écolier sur cinq est de nationalité étrangère, les enfants de migrants sont souvent désavantagés dans le système suisse de formation. Les différences sont très marquées en fonction de la nationalité, de la langue maternelle, de l'appartenance à un groupe ethnique, du parcours migratoire, de l'âge et des ressources socioculturelles des parents. Concernant les chances de formation, il n'est possible de parler ni DES immigrés de deuxième génération, ni de prétendre qu'ils soient défavorisés a priori par le système de formation. Il est aussi important de distinguer les désavantages des discriminations: les désavantages décrivent la fréquence à laquelle un groupe réussit ou rate sa formation. La discrimination décrit si, et dans quelle mesure, des préjugés se manifestent sur la base du passé migratoire, et donc d'une façon injustifiée.

Manque de ressources

Autrement dit, il s'agit de savoir si les problèmes de formation d'enfants de migrants sont dus à une discrimination liée à leur identité de migrants, ou si c'est plutôt le statut de migrant qui génère en soi ces difficultés, par exemple en raison des faibles ressources éducatives du milieu familial, soumis à des déplacements et désavantagé par rapport aux indigènes.

D'une part est postulé que de nombreux enfants d'immigrés sont désavantagés en raison des ressources nettement

plus faibles que leurs parents peuvent mobiliser pour leur formation et pour les soutenir jusqu'au terme de leur parcours. Leurs chances de formation dépendent de leur origine sociale. Ces parents immigreront en Suisse en espérant une vie meilleure pour leurs enfants, mais ils ne sont souvent pas en mesure de prendre les décisions adéquates pour que ces derniers satisfassent à leurs aspirations relativement élevées en matière de formation. Les désavantages des enfants d'immigrés seraient ainsi une conséquence de la sélection sociale due à l'immigration.

Mais il est aussi admis qu'indépendamment de leurs performances, les élèves immigrés sont soumis à des influences pénalisantes de la part de l'école et des enseignants. De tels effets pourraient être identifiés lors de l'évaluation des performances scolaires, par exemple si des notes attribuées, ou des décisions de passage d'un niveau à l'autre, ne correspondent pas aux performances. Il est ainsi possible que des enseignants attribuent des notes plus basses sur la base de critères sociaux ou ethniques. Il se peut aussi que des difficultés dans une langue dues à la situation migratoire soient interprétées à tort comme une insuffisance générale des performances.

Une étude alémanique soutenue par le Fonds national suisse, et intitulée «Determinanten des Bildungserfolges von Migranten im Schweizer Schulsystem DEBIMISS», a examiné dans quelle mesure l'une des explications proposées ci-dessus pourrait convenir. Le passage de l'école primaire au niveau secon-

daire I dans les cantons de Berne et Zurich a été analysé à partir de données existantes et de données collectées par nos soins.

La situation au premier passage

Concernant les chances de formation à l'école obligatoire, les résultats empiriques sont sans équivoque. Les migrants ont en général des aspirations plus élevées en matière de formation. Lorsque leurs performances scolaires le permettent, ils choisissent plus souvent que les indigènes une filière de niveau supérieur telle que le secondaire I et II. Aucun

Les ressources éducatives limitées de leurs parents expliquent leur désavantage scolaire

indice de discrimination d'enfants ou de jeunes issus de l'immigration n'a été observé, ni pour l'attribution de notes ni en rapport avec le premier passage au niveau de formation supérieur. En règle générale, les passages d'un niveau à l'autre sont en rapport avec les performances; les notes (en allemand ou en mathématiques) correspondent aux performances standardisées testées par les sociologues.

Il faut cependant relever que les enfants de migrants sont particulièrement désavantagés lorsqu'ils sont arrivés en Suisse après l'âge normal de scolarisation. En outre, la réussite scolaire et donc les chances de formation des immigrés de deuxième génération diminuent lorsque leurs capacités en allemand sont

plus faibles. L'origine sociale exerce elle aussi une forte influence, qui s'observe lorsque les tests standardisés en allemand, mathématiques et capacités cognitives sont pris en compte. Dans ce cas, les différences statistiques entre les élèves indigènes et les immigrés disparaissent, alors que le statut socioéconomique et le niveau de formation des parents restent déterminants pour la réussite du parcours de formation de leurs filles et fils.

Cela signifie que la discrimination des enfants de migrants dans le système éducatif n'est pas en mesure de réduire leurs chances de réussite, mais que ce sont les ressources éducatives limitées de leurs parents qui expliquent leur désavantage sur le parcours scolaire. Dans ce sens, ils rencontrent les mêmes difficultés que les élèves suisses issus d'un milieu familial pauvre en ressources. A part quelques problèmes liés à la langue – qui s'observent aussi chez les enfants indigènes – il n'y a donc pas d'effets supplémentaires dus au «statut de migrant» qui puissent pénaliser la réussite dans le système éducatif.

Apprentissage difficile à obtenir

Lors du passage à la formation professionnelle après l'école obligatoire, la situation est différente. Face au contrôle de l'origine sociale, des performances scolaires et des capacités de travail, les migrants – surtout ceux des groupes les plus récents – rencontrent de grandes difficultés pour trouver une place d'apprentissage et réussir leur formation. Il est encore impossible de dire si cela est dû à une discrimination par les formateurs. Des données sur la réussite des candidats en recherche d'une place d'apprentissage sont disponibles, contrairement aux observations directes sur le processus de sélection et de recrutement des entreprises formatrices. Les échecs des jeunes issus de la migration peuvent, mais ne doivent pas nécessairement, être dus à une pénalisation. Comme pour

l'école obligatoire, la question posée pour la formation professionnelle est: combien d'entreprises formatrices pénalisent combien d'enfants de migrants? Y a-t-il une discrimination systématique des étrangers par rapport aux indigènes?

Les résultats de nos recherches apportent des réponses quant aux mesures à prendre pour éliminer les désavantages supportés par les migrants dans le système scolaire en Suisse. Si les obstacles que rencontrent les jeunes sont dus, comme pour les jeunes suisses, à l'insuffisance des ressources socioculturelles, il faudrait réduire cette forme d'inégalité sociale. Mais de toute façon, les groupes privilégiés sur le plan social resteront en mesure de s'assurer des avantages dans le système de formation. Il ne serait guère possible de légitimer une redistribution drastique des revenus. Et tout aussi difficile d'envisager une simplification du système de formation suisse, en vue d'en faciliter l'accès pour les couches sociales moins bien formées. Mais l'élimination de la sélection, lourde de conséquences lors du passage vers le secondaire I, pourrait réduire une bonne partie des inégalités des chances non justifiées en matière de formation.

Pistes d'amélioration

A défaut de profondes réformes de la formation, une première amélioration consisterait à mieux informer les migrants sur les possibilités offertes par le système de formation – et sur le fait qu'avec de la motivation et des efforts, leurs enfants pourront assez aisément réussir un parcours à l'intérieur de ce système et atteindre les hautes écoles. Pour réussir à promouvoir la participation au système de formation et donc l'intégration sociale, il s'agit en premier lieu de résoudre les problèmes de langue des immigrés de deuxième génération et des couches sociales défavorisées. Cette démarche devrait avoir lieu dans l'une des langues nationales, si possible avant la scolarisation. Selon les recherches ac-



En cas de problèmes linguistiques, le soutien devrait commencer si possible avant la scolarisation.

tuelles, le moyen adéquat serait de rendre le jardin d'enfants obligatoire. De cette façon, ces enfants des migrants entreraient en contact avec les petits indigènes, y compris ceux des couches privilégiées, et apprendraient à s'exprimer au quotidien. Des simulations ont permis de montrer que de meilleures performances scolaires en allemand augmentent la participation à la formation des fils et filles d'immigrés. Ainsi en 1998, environ 6% des enfants de migrants suivaient le gymnase dans le canton de Zurich. Selon les simulations, ce pourcentage aurait été doublé s'ils avaient amélioré leur performance en allemand, étroitement liée aux capacités langagières. Les mêmes conclusions ont été tirées de données collectées en 2009. Accessoirement, une telle mesure augmenterait nettement les chances de formation des élèves suisses issus de milieux travailleurs ou défavorisés. —